

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Ministère de la Justice est autorisé à recruter, au profit de l'Institut national de Criminalistique, 21 agents dans le courant de l'année 1991, dont les grades sont répartis comme suit :

<b>I. Personnel scientifique</b>	
Chef de l'établissement (degré I)	1
Chef de département (degré II)	2
Attaché	6
<b>II. Personnel administratif</b>	
Correspondant de la recherche	4
Garçon de bureau	1
<b>III. Personnel adjoint à la recherche</b>	
Premier technicien de la recherche	2
Technicien de la recherche	4
<b>IV. Personnel de gestion</b>	
Ouvrier qualifié	1

Cette autorisation est accordée en surplus de l'enveloppe de recrutement du Ministère de la Justice fixé pour 1991.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Woluwe-Saint-Lambert, le 3 septembre 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het Ministerie van Justitie mag ten behoeve van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek, 21 ambtenaren aanwerven in 1991, waarvan de graden als volgt verdeeld zijn :

<b>I. Wetenschappelijk personeel</b>	
Hoofd van de inrichting (trap I)	1
Hoofd van een hoofdafdeling (trap II)	2
Attaché	6
<b>II. Administratief personeel</b>	
Correspondant der vorsing	4
Bureaubode	1
<b>III. Toegevoegd vorsingspersoneel</b>	
Eerste technicus der vorsing	2
Technicus der vorsing	4
<b>IV. Beheerspersoneel</b>	
Geschoold werkmán	1

Deze wervingsmachtiging wordt verleend boven de wervingsenvelop 1991 die voor het Ministerie van Justitie vastgelegd wordt.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Sint-Lambrechts-Woluwe, 3 september 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

F. 91 — 2633

**25 SEPTEMBRE 1991.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifiée par les lois des 28 juin 1984, 14 juillet 1987 et 18 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par les arrêtés royaux des 2 avril 1984, 16 août 1984, 14 février 1986, 9 mars 1987, 28 janvier 1988, 13 juillet 1988, 7 novembre 1988, 7 février 1990, 9 juillet 1990, 18 octobre 1990 et 18 avril 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 72<sup>ter</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, le mot « ministérielle » est supprimé.

**Art. 2.** L'article 75, alinéa 2, deuxième phrase, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, est remplacé par la phrase suivante :

« Les décisions du Ministre ou de son délégué sont notifiées par la remise ou par l'envoi au domicile élu, sous pli recommandé à la poste, d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 28 bis

N. 91 — 2633

**25 SEPTEMBER 1991.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1984, 14 juli 1987 en 18 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 april 1984, 16 augustus 1984, 14 februari 1986, 9 maart 1987, 28 januari 1988, 13 juli 1988, 7 november 1988, 7 februari 1990, 9 juli 1990, 16 oktober 1990 en 18 april 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 72<sup>ter</sup>, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988, vervalt het woord « ministeriële ».

**Art. 2.** Artikel 75, tweede lid, tweede zin, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 28 januari 1988, wordt door de volgende zin vervangen :

« De beslissingen van de Minister of van diens gemachtigde worden door de afgifte van of door het verzenden naar de gekozen woonplaats, per ter post aangetekende zending, van een document

et il est procédé au retrait de l'attestation d'immatriculation et des documents remis au moment où l'étranger se déclarait réfugié. »

**Art. 3.** Dans l'article 76 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, les mots « l'article 57/11, alinéa 3, de la loi » sont remplacés par les mots « l'article 57/11, alinéa 7, de la loi ».

**Art. 4.** Dans l'article 77, alinéa 1er, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, les mots « l'article 57/11, alinéa 3, de la loi » sont remplacés par les mots « l'article 57/11, alinéa 7, de la loi et du respect du délai prévu à l'alinéa 8 du même article ».

**Art. 5.** Dans l'article 83 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, les mots « l'article 57/11, alinéa 3, de la loi » sont remplacés par les mots « l'article 57/11, alinéa 7, de la loi ».

**Art. 6.** L'article 113bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 113bis. Toute demande urgente de réexamen est adressée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides par l'étranger ou par son conseil, accompagnée d'une copie de la décision contre laquelle la demande est formée.

Lorsqu'elle est dirigée contre un refus d'entrée, elle peut être remise, auprès du poste de contrôle frontalier, au délégué du Ministre qui indique sur la demande le jour et l'heure auxquels elle a été introduite, en remet un accusé de réception à l'étranger ou à son conseil et la transmet immédiatement au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Lorsqu'elle est dirigée contre un refus de séjour ou d'établissement, la demande est adressée par lettre recommandée à la poste, à défaut de quoi la preuve du respect du délai prévu à l'article 63/2, § 2, de la loi peut être apportée par toute voie de droit. Dès réception de la demande, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides en informe immédiatement le Ministre de la Justice ou son délégué. »

**Art. 7.** L'article 113quater, § 2, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, est remplacé par l'alinéa suivant :

« En cas de rejet de la demande, l'étranger est informé de cette décision par la remise ou par l'envoi au domicile élu, sous pli recommandé à la poste, d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 26ter. »

**Art. 8.** L'article 114bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'un recours auprès du président du tribunal de première instance est introduit à la frontière contre la décision, prise en application de l'article 63/3, § 3, alinéa 2, de la loi, et visant à reconduire l'étranger à la frontière du pays qu'il a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée, cette décision est suspendue, sans préjudice de l'article 70 bis, alinéa 3, de la loi, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le recours.

Lorsqu'un recours auprès du président du tribunal de première instance est introduit dans le Royaume contre la décision, prise en application de l'article 63/3, § 3, alinéa 2, de la loi, et visant à reconduire l'étranger à la frontière du pays qu'il a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée, cette décision est suspendue et le délai pour quitter le territoire est prorogé, sans préjudice de l'article 70 bis, alinéa 3, de la loi, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le recours. »

**Art. 9.** Les annexes 25, 25bis, 25ter, 26, 26bis et 26ter du même arrêté, modifiées par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, sont remplacées par les annexes 25, 25bis, 25ter, 26, 26bis et 26ter, jointes au présent arrêté.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 septembre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

overeenkomstig het model van bijlage 26bis, betekend en er wordt overgegaan tot intrekking van het attest van immatriculatie en van alle documenten die op het ogenblik dat hij zich vluchteling verklaarde, aan de vreemdeling werden afgegeven. »

**Art. 3.** In artikel 76 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988, worden de woorden « artikel 57/11, derde lid, van de wet » vervangen door de woorden « artikel 57/11, zevende lid, van de wet ».

**Art. 4.** In artikel 77, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988, worden de woorden « artikel 57/11, derde lid, van de wet » vervangen door de woorden « artikel 57/11, zevende lid, van de wet en van de inachtneming van de termijn bepaald in het achtste lid van hetzelfde artikel ».

**Art. 5.** In artikel 83 van hetzelfde besluit, vervangen bij koninklijk besluit van 28 januari 1988, worden de woorden « artikel 57/11, derde lid, van de wet » vervangen door de woorden « artikel 57/11, zevende lid, van de wet ».

**Art. 6.** Artikel 113bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 28 januari 1988, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 113bis. Elk dringend verzoek tot heronderzoek wordt door de vreemdeling of door zijn raadsman aan de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen gericht, vergezeld van een copie van de beslissing waartegen het verzoek is gericht.

Wanneer het gericht is tegen een weigering van de toegang tot het grondgebied, kan het, bij de grenscontrolepost, aan de gemachtigde van de Minister worden afgegeven, die op het verzoekschrift de dag en het uur vermeldt waarop het ingediend is, een ontvangstbewijs ervan aan de vreemdeling of aan diens raadsman afgeeft, en het onmiddellijk aan de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen doorzendt.

Wanneer het gericht is tegen een beslissing tot weigering van verblijf of vestiging, wordt het verzoek bij ter post aangetekende brief ingediend, bij gebrek waarvan het bewijs dat de in de artikelen 63/2, § 2, van de wet bedoelde termijn in acht genomen werd door alle wettelijke middelen kan geleverd worden. Na ontvangst van het verzoek, geeft de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen onmiddellijk hiervan kennis aan de Minister van Justitie of zijn gemachtigde. »

**Art. 7.** Artikel 113quater, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 28 januari 1988, wordt door volgende lid vervangen :

« Ingeval het verzoek afgewezen wordt, wordt aan de vreemdeling kennis van die beslissing gegeven door de afgifte, of door het verzenden naar de gekozen woonplaats, per ter post aangetekende zending, van een document overeenkomstig het model van bijlage 26ter. »

**Art. 8.** Artikel 114bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 28 januari 1988, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wanneer aan de grens een beroep bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg ingediend wordt tegen de in artikel 63/3, § 3, tweede lid, van de wet bedoelde beslissing om de vreemdeling terug te leiden naar de grens van het land waaruit hij gevlucht is en waar, volgens zijn verklaring, zijn leven of zijn vrijheid bedreigd zou zijn, wordt deze beslissing opgeschort, onverminderd toepassing van artikel 70bis, derde lid, van de wet, tot over het beroep beschikt is.

Wanneer binnen het Rijk een beroep bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg ingediend wordt tegen de in artikel 63/3, § 3, tweede lid, van de wet bedoelde beslissing om de vreemdeling terug te leiden naar de grens van het land waaruit hij gevlucht is en waar, volgens zijn verklaring, zijn leven of zijn vrijheid bedreigd zou zijn, wordt deze beslissing opgeschort en de termijn om het grondgebied te verlaten verlengd, onverminderd toepassing van artikel 70bis, derde lid, van de wet, tot over het beroep beschikt is. »

**Art. 9.** De bijlagen 25, 25bis, 25ter, 26, 26bis en 26ter van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 28 januari 1988, worden vervangen door de bijlagen 25, 25bis, 25ter, 26, 26bis en 26ter die bij dit besluit gevoegd zijn.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 11.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 september 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

[F. — 10230]

ROYAUME DE BELGIQUE

En-tête de l'autorité

Annexe 25

Ref :

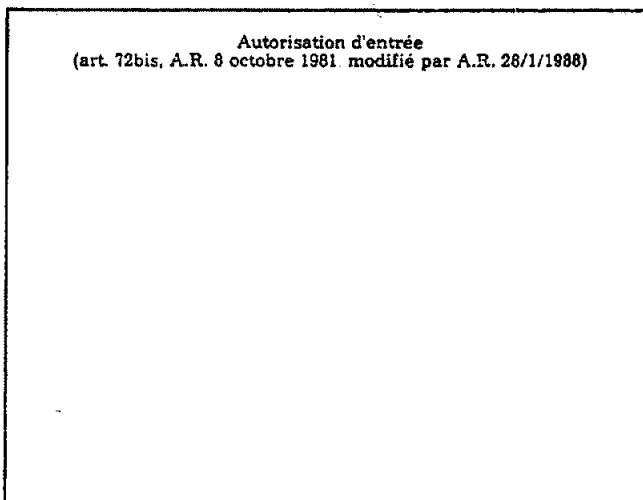
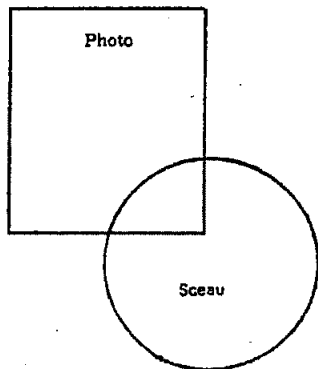
Attestation délivrée en application de l'article 72 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 28 janvier 1988.

Par devant Nous, (1) .....  
 le (la) nommé(e) .....  
 la personne qui déclare se nommer | (2) .....  
 né(e) à ..... le .....  
 de nationalité/et être de nationalité (2) .....  
 titulaire du passeport (3) .....  
 porteur du document (3) .....  
 dépourvu(e) de tout document | (2) .....  
 d'identité .....

- s'est déclaré(e) réfugié conformément à l'article 50 de la loi du 15 décembre 1980 (2).
- a demandé à être assimilé(e) au réfugié en application de l'article 57 de la loi du 15 décembre 1980 (2).

Signature de l'étranger(e),

Fait à ..... le .....  
 Signature de l'autorité qui a acté la déclaration/demande, (2)



→ Lorsqu'il (elle) est autorisé(e) à entrer dans le Royaume, le (la) prénommé(e) est tenu(e) de se présenter, dans les huit jours ouvrables de son entrée, muni(e) du présent document et de ceux dont il (elle) était porteur (porteuse) au moment de son entrée :

- à l'administration communale du lieu où il (elle) compte loger
- et au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides : (4) .....

(1) Nom et qualité de l'autorité.  
 (2) Biffer la mention inutile.  
 (3) Caractéristiques du passeport et éventuellement du visa/Nature et caractéristiques du document prouvant l'identité.  
 (4) Mentionner l'adresse du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

KONINKRIJK BELGIE

Hoofding van de overheid

Ref :

Bijlage 25

Attest afgegeven in toepassing van artikel 72 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988.

Voor Ons, (1) .....

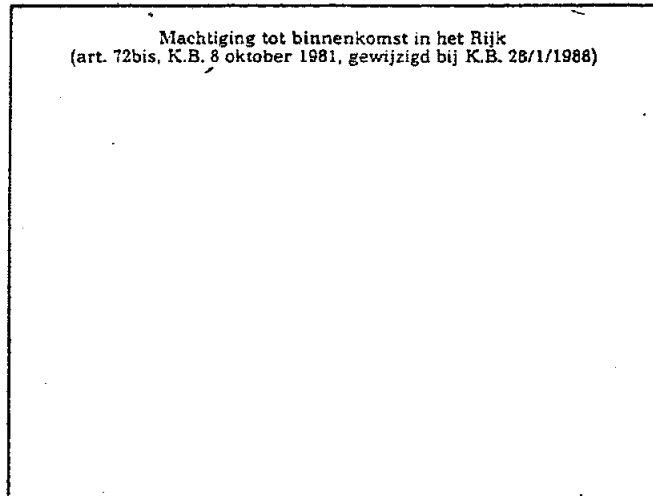
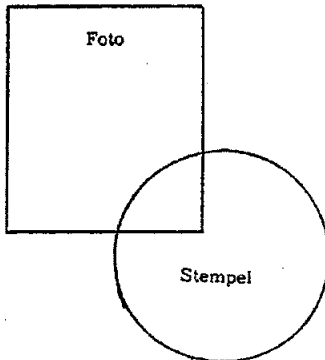
heeft de genaamde .....  
 de persoon die verklaart te heten | (2) .....  
 geboren te ....., op .....  
 van (en van) ..... nationaliteit (te zijn) (2),  
 houder van het paspoort (3) .....  
 houder van het document (3) | (2) .....  
 zonder enig identiteitsdocument .....

— zich vluchteling verklaard overeenkomstig artikel 50 van de wet van 15 december 1980 (2)

— verzocht om gelijkgesteld met de vluchteling te worden verklaard in toepassing van artikel 57 van de wet van 15 december 1980 (2)

Handtekening van de vreemdeling,

..... op .....  
 Handtekening van de overheid die akte geeft van de verklaring/het  
 verzoek, (2)



Wanneer de betrokkene gemachtigd is het Rijk binnen te komen, moet hij zich, voorzien van dit document en van de andere stukken die hij op het ogenblik van zijn binnenkomst in zijn bezit had, binnen acht werkdagen na zijn binnenkomst, aanmelden bij :

- het gemeentebestuur van de plaats waar hij zal logeren;
- bij het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen : (4) .....

(1) Naam en hoedanigheid van de overheid

(2) De onnodige vermelding doorhalen

(3) Karakteristieken van het paspoort en eventueel van het visum/Aard en karakteristieken van het document aan de hand waarvan de identiteit werd vastgesteld.

(4) Adres vermelden van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Sûreté publique  
Office des Étrangers

Annexe 25bis

Ref :

Recto  
Décision de refus d'entrée avec refoulement

En exécution de l'article 72ter, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, y inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 1988, l'entrée dans le Royaume est refusée

au (à la) nommé(e) } (1) .....  
à la personne qui déclare se }  
nommer

né(e) à ..... le .....  
de nationalité/et être de nationalité (1) .....

En conséquence, le (la) prénomné(e) est refoulé(e).

Motif de la décision:

Sceau

Bruxelles, le .....

Le Ministre de la Justice  
Le délégué du Ministre de la Justice, (1)

(1) En exécution de l'article 53 bis, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 18 juillet 1991, le (la) prénomné(e) est reconduit(e) à la frontière du pays qu'il (elle) a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.

Sceau

Bruxelles, le .....

Le Ministre de la Justice,  
Le délégué du Ministre de la Justice, (1)

(1) Biffer la mention inutile.

Verso  
Acte de notification

L'an ..... le ..... à ..... heure(s),  
à la requête du Ministre de la Justice  
du délégué du Ministre de la Justice } (1)  
Je soussigné(e) (2) .....  
demeurant à .....  
ai notifié au (à la) nommé(e)  
à la personne qui déclare se nommer } (1) .....  
né(e) à ..... le .....  
de nationalité/et être de nationalité (1) .....

— la décision du ..... lui refusant l'entrée dans le Royaume.  
(1) la décision du ..... visant à le (la) reconduire à la  
frontière du pays qu'il (elle) a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.

Il lui a été remis, par mes soins, deux copies de cette (ces) décision(s).

Je l'ai informé(e) :

- que la première décision est susceptible d'une demande urgente de réexamen à adresser au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (l'exercice de ce recours a pour effet de suspendre l'exécution de la décision précitée). Cette demande doit être introduite dans les vingt-quatre heures de la présente notification. A cet effet, elle peut être remise dans le même délai au délégué du Ministre auprès du poste de contrôle frontalier. La demande doit être accompagnée d'une copie de la décision attaquée.
- que la première/et la deuxième (1) décision(s) est (sont) susceptible(s) d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat, lequel doit être introduit, par lettre recommandée à la poste, dans les soixante jours de la présente notification (l'exercice de ce recours n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la (des) décision(s) précitée(s), sans préjudice des articles 17 et 18 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973).

Je reconnais avoir reçu  
notification de la (des) présente(s) décision(s).

Signature de l'étranger(e),

Signature et sceau de l'autorité  
chargée du contrôle aux frontières,

(1) Biffer la mention inutile.  
(2) Nom et qualité de l'autorité.

MINISTERIE VAN JUSTITIE  
 Openbare Veiligheid  
 Dienst Vreemdelingenzaken

Bijlage 25bis

Ref :

Recto

Beslissing tot weigering van toegang tot het grondgebied, met terugdrijving

In uitvoering van artikel 72ter, lid 1, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988, is de toegang tot het Rijk geweigerd

aan de genaamde } (1) .....  
 de persoon die verklaart te heten }  
 geboren te ..... op .....  
 van (en van) ..... nationaliteit (te zijn) (1)

Derhalve wordt betrokkene teruggedreven.

Reden van de beslissing :

Brussel, .....

De Minister van Justitie,

De gemachtigde van de Minister van Justitie. (1)

stempel

(1) In uitvoering van artikel 53 bis, lid 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1991, wordt betrokkene teruggeleid naar de grens van het land waaruit hij gevlucht is, en waar volgens zijn verklaring zijn leven of zijn vrijheid bedreigd zou zijn.

Brussel, .....

De Minister van Justitie,

De gemachtigde van de Minister van Justitie. (1)

stempe

(1) De onnodige vermelding doorhalen.

Verso  
Akte van kennisgeving

Ten jare ..... op ..... te ..... uur,  
 ten verzoeken van de heer Minister van Justitie |  
 de gemachtigde van de heer Minister | (1)  
 heb ik ondergetekende (2) .....  
 verblijf houdende te .....  
 aan de genaamde |  
 aan de persoon die verklaart te heten | (1) .....  
 geboren te ..... op .....  
 van (en van) ..... nationaliteit (te zijn) (1)  
 kennis gegeven van

— de beslissing d.d. ...., waarbij hem de toegang tot het grondgebied wordt geweigerd.

(1) de beslissing d.d. .... tot terugleiding naar de grens van het land waaruit hij gevlucht is en waar volgens zijn verklaring zijn leven of zijn vrijheid bedreigd zou zijn.

Er zijn hem (haar), door mijn toedoen, twee afschriften van die beslissing(en) overhandigd.

Ik heb hem (haar) er van op de hoogte gebracht :

— dat de eerste beslissing vatbaar is voor een dringend verzoek tot heronderzoek dat moet gericht worden aan de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen ( het instellen van dit beroep schorst de tenuitvoerlegging van voormelde beslissing). Dit verzoek moet binnen de 24 uur na deze kennisgeving ingediend worden. Bij de grenscontrolepost kan dit verzoek binnen dezelfde termijn worden afgegeven aan de gemachtigde van de Minister. Het verzoek dient vergezeld te zijn van een kopie van de bestreden beslissing.

— dat de eerste/beide (1) beslissing(en) vatbaar is (zijn) voor een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State, beroep dat bij ter post aangetekende brief moet ingediend worden binnen 60 dagen na deze kennisgeving. (Het instellen van dit beroep schorst de tenuitvoerlegging van deze beslissing(en) niet, onverminderd de toepassing van artikelen 17 en 18 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973).

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen  
 van onderhavige beslissing(en)

Handtekening van de vreemdeling

Handtekening en stempel  
 van de met de grenscontrole belaste overheid,

(1) de onnodige vermelding doorhalen  
 (2) naam en hoedanigheid van de overheid



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Annexe 25ter

Sûreté publique

Office des étrangers

REF.:

RECTO

REJET D'UNE DEMANDE URGENTE DE REEXAMEN

Vu l'article 63/3, § 2<sup>(1)</sup> de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 18 juillet 1991;

Vu l'article 113<sup>quater</sup>, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1991;

Vu (indication de la décision contre laquelle la demande urgente de réexamen est dirigée);

Vu la demande urgente de réexamen introduite le ..... à ..... heure(s),

par le (la) nommé(e) .....  
la personne qui déclare se (1) .....  
nommer

né(e) à ..... le .....  
de nationalité/et être de nationalité (1) .....

Vu l'avis : du commissaire général aux réfugiés et aux apatrides; ..... (1)  
du commissaire adjoint auprès du commissariat général aux réfugiés et aux apatrides,

rendu le ..... reçu le ..... et concluant .....

Considérant que (motivation de la nouvelle décision), .....

La demande urgente de réexamen est rejetée.

En conséquence, le (la) prénommé(e) est refoulé(e).

Sceau

Bruxelles, le .....  
Le Ministre de la Justice,  
Le délégué du Ministre de la Justice, (1)

(1) En exécution de l'article 53 bis, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 18 juillet 1991, le (la) prénommé(e) est reconduit(e) à la frontière du pays qu'il (elle) a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.

Sceau

Bruxelles, le .....  
Le Ministre de la Justice,  
Le délégué du Ministre de la Justice, (1)

(1) Biffer la mention inutile.

VERSO  
—  
ACTE DE NOTIFICATION  
—

L'an ..... le .....  
à la requête du Ministre de la Justice | (1)  
du délégué du Ministre de la Justice  
je soussigné(e) (2) .....  
demeurant à .....  
ai notifié au (à la) nommé(e)  
à la personne qui déclare se nommer | (1) .....  
né(e) à ..... le .....  
de nationalité/et être de nationalité (1) .....

— la décision du ....., rejetant sa demande urgente de réexamen et le refoulant.  
(1) — la décision du ....., visant à le (la) reconduire à la frontière du pays qu'il (elle) a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.

Il lui a été remis, par mes soins, une copie de cette (ces) décision(s).

Je l'ai informé(e) :

— que la première/et la deuxième (1) décision(s) est (sont) susceptible(s) d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat, lequel doit être introduit, par lettre recommandée à la poste, dans les soixante jours de la présente notification, et que l'exercice de ce recours en annulation n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la (des) décision(s) précitée(s), sans préjudice des articles 17 et 18 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

(1) — que la deuxième décision est susceptible d'un recours devant le président du tribunal de première instance (adresse (3) : .....), lequel doit être introduit, selon les formes du référé, dans les deux jours ouvrables de la présente notification, et que l'exercice de ce recours a pour effet de suspendre l'exécution de la décision précitée.

Je reconnais avoir reçu  
notification de la (des) présente(s) décision(s).  
Signature de l'étranger(e).

Signature et sceau de l'autorité  
chargée du contrôle aux frontières,

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Nom et qualité de l'autorité.

(3) Mentionner l'adresse (ou les adresses) du président (ou des présidents) du tribunal de première instance (ou des tribunaux de première instance) compétent(s) territorialement.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Openbare Veiligheid

Dienst Vreemdelingenzaken

Bijlage 25ter

REF. :

RECIO

## VERWERPING VAN EEN DRINGEND VERZOEK TOT HERONDERZOEK

Gelet op artikel 63/3, § 2 } (1) van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied,  
63/3, § 3 } het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd  
bij de wet van 18 juli 1991;

Gelet op artikel 113quater, § 1, lid 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 september 1991;

Gelet op (aanduiding van de beslissing tegen dewelke het dringend verzoek tot heronderzoek gericht is);

Gelet op het dringend verzoek tot heronderzoek ingediend op ..... te ..... uur

door de gemaakte  
de persoon die verklaart te heten | (1) .....

geboren te ..... op .....

van (en van) ..... nationaliteit (te zijn) (1);

Gelet op het advies van : — de commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen;  
— de adjunct-commissaris bij het commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, (1)

gegeven op ....., ontvangen op ....., en dat besluit dat .....

Overwegende dat (reden van de nieuwe beslissing) .....

Het dringend verzoek tot heronderzoek is verworpen.

Derhalve wordt de betrokkene teruggedreven.

Stempel

Brussel, .....  
De Minister van Justitie,  
De gemachtigde van de Minister van Justitie (1)

(1) In uitvoering van artikel 53 bis, lid 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1991, wordt betrokkene teruggedreven naar de grens van het land waaruit hij gevlucht is en waar volgens zijn verklaring zijn leven of zijn vrijheid bedreigd zou zijn.

Stempel

Brussel, .....  
De Minister van Justitie,  
De gemachtigde van de Minister van Justitie, (1)

(1) De onnodige vermelding doorhalen.

VERSO  
—  
AKTE VAN KENNISGEVING  
—

Ten jare ..... op .....  
ten verzoeken van de heer Minister van Justitie | (1) .....  
de gemachtigde van de heer Minister |  
heb ik ondergetekende (2) .....  
verblijf houdende te .....

aan de genaamde | (1) .....  
aan de persoon die verklaart te heten |  
geboren te ..... op .....  
van (en van) ..... nationaliteit (te zijn) (1)  
kennis gegeven van :

— de beslissing d.d. ...., waarbij zijn (haar) verzoek tot heronderzoek verworpen is en hij (zij) teruggedreven is;  
(1) — de beslissing d.d. ...., tot terugleiding naar de grens van het land waaruit hij (zij) gevlucht is en waar volgens zijn (haar) verklaring zijn (haar) leven of zijn (haar) vrijheid bedreigd zou zijn.

Er werd hem, door mijn toedoen, afschrift overhandigd van die beslissing(en).

Ik heb hem (haar) er van op de hoogte gebracht :

— dat de eerste/beide (1) beslissing(en) vatbaar is (zijn) voor beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State, beroep dat bij ter post aangetekende brief moet ingediend worden binnen 60 dagen na deze kennisgeving. (Het instellen van dit beroep tot nietigverklaring schorst de tenuitvoerlegging van voormelde beslissing(en) niet, onverminderd de toepassing van artikelen 17 en 18 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973).

(1) — dat de tweede beslissing vatbaar is voor een beroep bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg (adres (3) .....),  
beroep dat, volgens de regels van het kortgeding, binnen de twee werkdagen na deze kennisgeving, moet ingediend worden. (Het instellen van dit beroep schorst de tenuitvoerlegging van voormelde beslissing).

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen  
van onderhavige beslissing(en),

Handtekening van de vreemdeling,

Handtekening en stempel  
van de met de grenscontrole belaste overheid

(1) De onnodige vermelding doorhalen.

(2) Naam en hoedanigheid van de overheid.

(3) Het adres (De adressen) van de voorzitter(s) van de rechtbank(en) van eerste aanleg die territoriaal bevoegd is (zijn) vermelden.

ROYAUME DE BELGIQUE

Annexe 28

En-tête de l'Autorité

REF. :

Attestation délivrée en application de l'article 73, 78 ou 79 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 28 janvier 1988.

Par devant Nous, (1) .....

le (la) nommé(e) ..... (2) .....

la personne qui déclare se nommer ..... (2) .....

né(e) à ..... le .....

de nationalité/et être de nationalité (2) .....

titulaire du passeport (3) ..... (2) .....

porteur du document (3) ..... (2) .....

dépourvu(e) de tout document d'identité .....

arrivé(e) dans le Royaume le .....

résidant à, .....

faisant, pour les besoins de la présente procédure, élection de domicile à .....

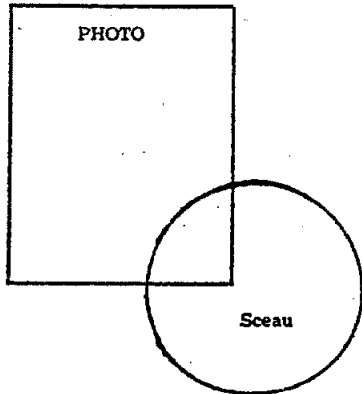
— s'est déclaré(e) réfugié conformément à l'article 50/51 (2) de la loi du 15 décembre 1980, modifié par la loi du 14 juillet 1987 (2).

— a demandé à être assimilé(e) au réfugié en application de l'article 57 de la loi du 15 décembre 1980 (2).

Signature de l'étranger(e),

Fait à....., le .....

Signature de l'autorité  
qui a acté la déclaration/demande, (2)



Le (la) prénommé(e) est autorisé(e) à séjourner dans le Royaume sous le couvert de la présente attestation, laquelle est valable huit jours ouvrables à partir de la date de sa délivrance.

Dans les huit jours ouvrables de sa déclaration/demande (2), le (la) prénommé(e) est tenu(e) de se présenter muni(e) du présent document et de ceux dont il (elle) était porteur au moment de son entrée :

- à l'administration communale du lieu où il (elle) réside;
- et au Ministère de la Justice, Office des Etrangers: (4) .....

Le (la) prénommé(e) est informé(e) :

- que les convocations, demandes de renseignements et décisions lui seront valablement envoyées au domicile dont il a fait élection ci-dessus;
- qu'à défaut d'élection de domicile, les convocations, demandes de renseignements et décisions lui seront valablement envoyées au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides : (4) .....

(1) Nom et qualité de l'autorité.

(2) Biffer la mention inutile.

(3) Caractéristiques du passeport et éventuellement du visa/nature et caractéristiques du document prouvant l'identité.

(4) Mentionner l'adresse.

KONINKRIJK BELGIE  
Hoofding van de Overheid

Bijlage 26

REF.:

Attest afgegeven in toepassing van artikel 73, 78 en 79 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1988.

Voor Ons, (1) .....  
heeft de genaamde ..... (2) .....  
de persoon die verklaart te heten .....  
geboren te ..... op .....  
van (en van) ..... nationaliteit (te zijn) (2)

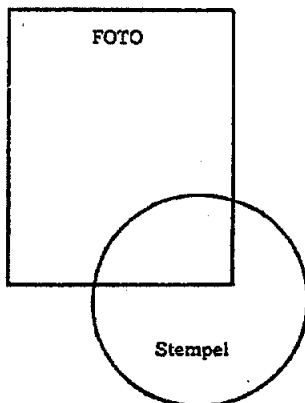
houder van het paspoort (3) .....  
houder van het document (3) ..... (2) .....  
zonder enig identiteitsdocument .....

binnengekomen in het Rijk op .....  
verblijvende te .....

die in het kader van deze procedure woonplaats kiest te .....  
— zich vluchteling verklaard overeenkomstig artikel 50/51 (2) van de wet van 15 december 1980, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1987 (2)  
— verzocht om gelijkgesteld met de vluchteling te worden verklaard in toepassing van artikel 57 van de wet van 15 december 1980 (2)

Handtekening van de vreemdeling,

..... op .....  
Handtekening van de overheid  
die akte geeft van de verklaring/het verzoek, (2)



De betrokkene is gemachtigd in het Rijk te verblijven, gedekt door dit attest dat geldig is gedurende acht werkdagen vanaf de datum van afgifte.

Binnen de acht werkdagen na zijn verklaring/verzoek (2) moet hij zich, voorzien van dit document en van de andere stukken die hij op het ogenblik van zijn binnenkomst in zijn bezit had, aanmelden bij :

- het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft;
- bij het Ministerie van Justitie, Dienst Vreemdelingen zaken : (4) .....

De voornoemde wordt er van in kennis gesteld dat :

- de oproepingen, de aanvragen om inlichtingen en de beslissingen rechtsgeldig zullen verstuurd worden naar de woonplaats die hij hierboven heeft gekozen;
- in geval van het ontbreken van keuze van woonplaats, de oproepingen, de aanvragen om inlichtingen en de beslissingen rechtsgeldig zullen verstuurd worden naar het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen : (4) .....

(1) Naam en hoedanigheid van de overheid.

(2) De onnodige vermelding doorhalen.

(3) Karakteristieken van het paspoort en eventueel van het visum/Aard en karakteristieken van het document aan de hand waarvan de identiteit werd vastgesteld.

(4) Adres vermelden.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Annexe 26 bis

—  
SURETE PUBLIQUE

RECTO

—  
OFFICE DES ETRANGERS

Réf. :

—  
DECISION DE REFUS DE SEJOUR  
AVEC ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE

—  
En exécution de l'article 75, alinéa 2, des articles 81 et 75, alinéa 2, (1) de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1991, le séjour dans le Royaume est refusé :

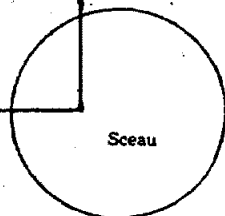
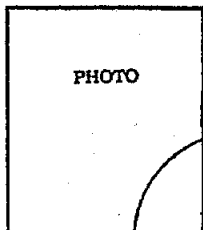
au (à la) nommé(e) | (1) .....  
à la personne qui déclare se nommer

né(e) à ..... le .....

de nationalité/et être de nationalité (1) .....

MOTIF DE LA DECISION :

En exécution de l'article 7, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressé(e) de quitter le territoire du Royaume dans les ..... jours.



Bruxelles, le .....

Le Ministre de la Justice,

Le délégué du Ministre de la Justice, (1)

(1) Biffer la mention inutile.

VERSO

ACTE DE NOTIFICATION

L'an....., le .....

à la requête du Ministre de la Justice  
du délégué du Ministre de la Justice } (1) .....

je soussigné(e) (2) .....

demeurant à .....

si notifié :

- (1) au (à la) nommé(e)  
à la personne qui déclare se nommer } (1) .....

- (1) au domicile élu par l'intéressé(e) : (3) .....

- (1) au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides : (4) .....

né(e) à ..... le .....

de nationalité/et être de nationalité (1) .....

les décisions du ....., lui refusant le séjour dans le Royaume  
et lui enjoignant de quitter le territoire dans les ..... jours de la présente notification, avec interdiction de se rendre au Luxembourg  
et aux Pays-Bas.

Il lui a été remis, par mes soins, deux copies de ces décisions.

Je l'ai informé(e) qu'à défaut d'obtempérer, il (elle) s'expose, sans préjudice de poursuites judiciaires sur la base de l'article 75 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à être ramené(e) à la frontière et à être détenu(e) à cette fin pendant le temps strictement nécessaire pour l'exécution de la mesure, conformément à l'article 27 de la même loi.

Je l'ai également informé(e) :

- que la première décision est susceptible d'une demande urgente de réexamen auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, laquelle doit être introduite, par lettre recommandée à la poste, dans les trois jours ouvrables de la présente notification (l'exercice de ce recours a pour effet de suspendre l'exécution de la décision précitée) : (4) ..... La demande doit être accompagnée d'une copie de la décision attaquée.

et

- que les deux décisions sont susceptibles d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat, lequel doit être introduit, par lettre recommandée à la poste, dans les soixante jours de la présente notification, sauf dans le cas où une demande urgente de réexamen est introduite auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides. Dans ce cas, il n'y a pas lieu d'introduire un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat (l'exercice de ce recours en annulation n'a pas pour effet de suspendre l'exécution des décisions précitées, sans préjudice des articles 17 et 18 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973).

Je reconnais avoir reçu notification des présentes décisions. (1)

Signature et sceau de l'autorité,

Signature de l'étranger(e), (1)

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Nom et qualité de l'autorité.

(3) Indiquer la dernière adresse où l'intéressé(e) a fait élection de domicile.

(4) Mentionner l'adresse du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.



MINISTERIE VAN JUSTITIE  
—  
OPENBARE VEILIGHEID  
—  
DIENST VREEMDELINGENZAKEN  
—

Bijlage 26 bis

RECTO

Ref. :

BESLISSING TOT WEIGERING VAN VERBLIJF  
MET BEVEL OM HET GRONDGEBIED TE VERLATEN

In uitvoering van artikel 75, lid 2, de artikelen 81 en 75, lid 2, (1) van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1991, wordt het verblijf in het Rijk geweigerd :

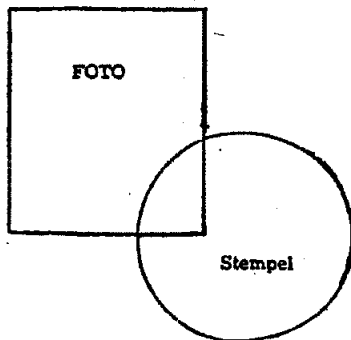
aan : de genaamde  
de persoon die verklaart te heten | (1) .....

geboren te ..... op .....

van (en van) ..... nationaliteit (te zijn) (1)

REDEN VAN DE BESLISSING :

In uitvoering van artikel 7, lid 1, 2°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt aan de betrokkene bevel gegeven het grondgebied te verlaten binnen ..... dagen.



Brussel, .....

De Minister van Justitie,

De gemachtigde van de Minister van Justitie, (1)

(1) De onnodige vermelding doorhalen.

## VERSO

## AKTE VAN KENNISGEVING

Ten jare ..... op .....

ten verzoeken van de Heer Minister van Justitie  
de gemachtigde van de Heer Minister van Justitie } (1) .....

heb ik ondergetekende (2) .....

verblijf houdende te .....

- aan de genaamde } (1) .....

aan de persoon die verklaart te heten } .....

- op de woonplaats gekozen door de betrokkene : (3) .....

- op het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen : (4) .....

geboren te ..... op .....

van (en van) ..... nationaliteit (te zijn) (1)

kennis gegeven van de beslissingen van ..... waarbij hem (haar)

het verblijf in het Rijk geweigerd wordt en waarbij hem (haar) bevel gegeven wordt het grondgebied te verlaten binnen

..... dagen na onderhavige kennisgeving, met verbod zich naar Luxemburg en Nederland te begeven.

Er zijn hem (haar), door mijn toedoen, twee afschriften van die beslissingen overhandigd.

Ik heb hem ervan op de hoogte gebracht dat indien hij (zij) dit bevel niet opvolgt, hij (zij) gevaar loopt, onverminderd rechtsvervolgning op grond van artikel 75 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, naar de grens te worden geleid en te dien einde te worden opgesloten voor de tijd die strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van de maatregel, overeenkomstig artikel 27 van dezelfde wet.

Ik heb hem (haar) er van op de hoogte gebracht :

- dat de eerste beslissing vatbaar is voor een dringend verzoek tot heronderzoek bij de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, verzoek dat bij ter post aangetekende brief moet ingediend worden binnen drie werkdagen na deze kennisgeving (Het instellen van dit beroep schorst de tenuitvoerlegging van voormelde beslissing) : (4) .....

Het verzoek dient vergezeld te zijn van een kopie van de bestreden beslissing.

en

- dat beide beslissingen vatbaar zijn voor een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State, beroep dat bij ter post aangetekende brief moet ingediend worden binnen zestig dagen na deze kennisgeving, behalve ingeval een dringend verzoek tot heronderzoek ingediend wordt bij de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen. In dat geval is er geen aanleiding om een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State in te stellen. (Het instellen van dit beroep tot nietigverklaring schorst de tenuitvoerlegging van voormelde beslissingen niet, onverminderd de toepassing van artikelen 17 en 18 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973).

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen  
van onderhavige beslissingen, (1)

Handtekening en stempel van de overheid,

Handtekening van de vreemdeling, (1)

(1) De onnodige vermelding doorhalen.

(2) Naam en hoedanigheid van de overheid.

(3) Laatste adres vermelden waarop de betrokkene keuze van woonplaats heeft verricht.

(4) Adres vermelden van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Annexe 26ter

—  
SURETE PUBLIQUE

RECTO

—  
OFFICE DES ETRANGERS

Réf. :

REJET D'UNE DEMANDE URGENTE DE REEXAMEN

Vu les articles : 63/3, § 2 } (1)  
63/3, § 3 }  
et 63/5, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifiée par la loi du 18 juillet 1991;

Vu l'article 113quater, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1991;

Vu (indication de la décision contre laquelle la demande urgente de réexamen est dirigée);

Vu la demande urgente de réexamen introduite le .....

par le (la) nommé(e) | (1)  
la personne qui déclare se nommer .....

né(e) à ....., le .....

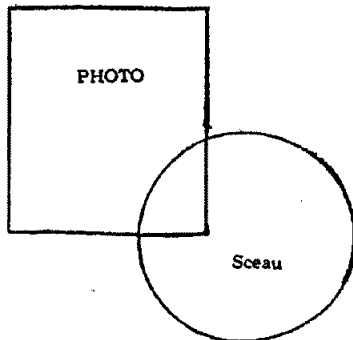
de nationalité/et être de nationalité (1) .....

Vu l'avis du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides | (1)  
du Commissaire adjoint auprès du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides  
rendu le ....., reçu le ....., et concluent .....

Considérant que (motivation de la nouvelle décision).....

La demande urgente de réexamen est rejetée.

En application de l'article 63/5, alinéa 3, de la loi précitée, il lui est enjoint de quitter le territoire dans les ..... jours.



Bruxelles, le .....

Le Ministre de la Justice,

Le délégué du Ministre de la Justice, (1)

(1) Biffer la mention inutile.

VERSO

ACTE DE NOTIFICATION

L'an ..... le .....

à la requête du Ministre de la Justice  
du délégué du Ministre de la Justice } (1)

je soussigné(e) (2) .....

demeurant à .....

ai notifié :

- (1) au (à la) nommé(e)  
à la personne qui déclare se nommer } (1) .....
- (1) au domicile élu par l'intéressé(e) : (3) .....
- (1) au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides : (4) .....

né(e) à ..... le .....

de nationalité/et être de nationalité (1) .....

les décisions du ..... rejetant sa demande urgente de réexamen

et l'enjoignant de quitter le territoire dans les ..... jours de la présente notification, avec interdiction de se rendre au Luxembourg et aux Pays-Bas.

Il lui a été remis, par mes soins, une copie de ces décisions.

Je l'ai informé(e) qu'à défaut d'obtempérer, il (elle) s'expose, sans préjudice de poursuites judiciaires sur la base de l'article 75 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à être ramené(e) à la frontière et à être détenu(e) à cette fin pendant le temps strictement nécessaire pour l'exécution de la mesure, conformément à l'article 27 de la même loi.

Je l'ai également informé(e) que les deux décisions sont susceptibles d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat, lequel doit être introduit, par lettre recommandée à la poste, dans les soixante jours de la présente notification, et que l'exercice de ce recours en annulation n'a pas pour effet de suspendre l'exécution des décisions précitées, sans préjudice des articles 17 et 18 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Je reconnais avoir reçu notification des présentes décisions. (1)

Signature et sceau de l'autorité,

Signature de l'étranger(e), (1)

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Nom et qualité de l'autorité.

(3) Indiquer la dernière adresse où l'intéressé(e) a fait élection de domicile.

(4) Mentionner l'adresse du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

MINISTERIE VAN JUSTITIE  
 —  
 OPENBARE VEILIGHEID  
 —  
 DIENST VREEMDELINGENZAKEN  
 —

Bijlage 26ter

RECTO

Ref. :

VERWERPING VAN EEN DRINGEND VERZOEK TOT HERONDERZOEK

Gelet op artikel : 63/3, § 2 } (1)  
 63/3, § 3 }

en 63/5, lid 3, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1991;

Gelet op artikel 113quater, § 2, lid 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 september 1991;

Gelet op (aanduiding van de beslissing tegen dewelke het dringend verzoek tot heronderzoek gericht is);

Gelet op het dringend verzoek tot heronderzoek ingediend op .....

door de genaamde | (1)  
 de persoon die verklaart te heten .....

geboren te ....., op .....

van (en van) ..... nationaliteit (te zijn) (1).

Gelet op het advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatslozen, | (1)  
 de adjunct-Commissaris bij het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatslozen,

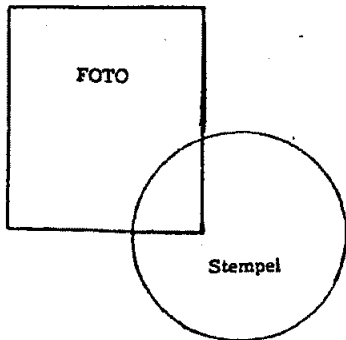
gegeven op ..... ontvangen op .....

en dat besluit dat .....

Overwegende dat (reden van de nieuwe beslissing) .....

Het dringend verzoek tot heronderzoek is verworpen.

In toepassing van artikel 63/5, lid 3, van voormelde wet, wordt hem (haar) bevel gegeven het grondgebied te verlaten binnen .... dagen.



Brussel, .....

De Minister van Justitie,

De gemachtigde van de Minister van Justitie, (1)

(1) De onnodige vermelding doorhalen.

## VERSO

## AKTE VAN KENNISGEVING

Ten jare ..... op .....

ten verzoeken van de Heer Minister van Justitie  
de gemachtigde van de Heer Minister van Justitie | (1) .....

heb ik ondergetekende (2) .....

verblijf houdende te .....

— aan de genaemde  
aan de persoon die verklaart te heten } (1) .....

— op de woonplaats gekozen door de betrokkene : (3) .....

— op het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen : (4) .....

geboren te ..... op .....

van (en van) ..... nationaliteit (te zijn) (1)

kennis gegeven van de beslissingen van ..... waarbij zijn (haar)  
dringend verzoek tot heronderzoek verworpen is en waarbij hem (haar) bevel gegeven wordt het grondgebied te verlaten binnen  
..... dagen na onderhavige kennisgeving, met verbod zich naar Luxemburg en Nederland te begeven.

Er werd hem (haar), door mijn toedoen, afschrift overhandigd van die beslissingen.

Ik heb hem (haar) ervan op de hoogte gebracht dat indien hij (zij) dit bevel niet opvolgt, hij (zij) gevaar loopt, onverminderd rechtsvervolging op grond van artikel 75 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, naar de grens te worden geleid en te dien einde te worden opgesloten voor de tijd die strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van de maatregel, overeenkomstig artikel 27 van dezelfde wet.

Ik heb hem (haar) er eveneens van op de hoogte gebracht dat beide beslissingen vatbaar zijn voor beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State, hetwelk bij een ter post aangetekende brief moet ingediend worden binnen zestig dagen na deze kennisgeving, en dat het instellen van dit beroep tot nietigverklaring de tenuitvoerlegging van die beslissingen niet schorst, onverminderd de toepassing van artikelen 17 en 18 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Ik erken kennisgeving te hebben ontvangen  
van onderhavige beslissingen, (1)

Handtekening en stempel van de overheid,

Handtekening van de vreemdeling, (1)

(1) De onnodige vermelding doorhalen.

(2) Naam en hoedanigheid van de overheid.

(3) Laatste adres vermelden waarop de betrokkene keuze van woonplaats heeft verricht.

(4) Adres vermelden van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 septembre 1991, modifiant Notre arrêté du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 25 september 1991, tot wijziging van Ons besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
M. WATHELET